

VINCENT VAUCLIN

PUTSCH

L'HISTOIRE, ÇA SE BRUSQUE

Du même auteur :

Cendres – Croisade contre le monde moderne (2013)

*« Une résistance aveugle et fatale aux nécessités de salut public
confère au coup de force toute la majesté du droit national. »*

CHARLES MAURRAS

« Car la force est juste quand elle est nécessaire. »

NICOLAS MACHIAVEL

INTRODUCTION

Le monde moderne donne carte blanche à l'individu.

Rien ne lui est interdit. Ce serait fasciste. Chacun peut alors, tranquillement et dans l'indifférence progressiste, aller au bout de sa folie intime. Puiser dans les instincts les plus abjectes de quoi teinter son existence standardisée. Il ne s'agit même pas d'un nivellement par le bas. C'est bien pire. L'individu, plongé dans la conformité du vice, veut s'y distinguer. Les limites seront repoussées aussi loin que possible, et d'autant plus volontiers qu'il s'agit du seul commandement de la modernité. C'est qu'il faut bien occuper les masses pendant que l'on dévaste leur héritage ancestral.

Satan gagne ainsi quotidiennement des parts de marché. Il dispose pour cela de toute une infrastructure extrêmement performante dont le développement suit une courbe exponentielle.

La seule perspective de ce processus de décivilisation, c'est l'hégémonie totalitaire, puis l'anéantissement entropique.

La novlangue contemporaine appelle ça *l'évolution des mœurs*, d'autres *highway to hell* ou encore *ordo ab chao*.

Ce qui revient au même.

Très logiquement, cette société monochrome ne supporte aucun contraste et c'est pourquoi il lui importe désormais de dissoudre les dissidents à la pensée unique libérale-libertaire. Marginaux par essence, les dissidents ne sont pas une menace numérique au

système de domination. Pas encore en tout cas. Mais leur simple existence compromet le projet d'asservissement général, sur un plan métaphysique qui, d'ailleurs, leur échappe généralement. Car en affirmant des valeurs morales intangibles, en défendant une conception supérieure de l'existence, les dissidents maintiennent un front. Et font alors office de point de référence permettant la mise en jeu du libre-arbitre individuel. Ce qui est parfaitement inacceptable pour un système totalitaire, en particulier lorsque celui-ci s'enfonce dans ses contradictions et souffre de toute comparaison. Ainsi nous assistons à une offensive du Système à l'encontre de l'ensemble de notre mouvance, offensive qui a pour seul objectif de neutraliser cet alliage hétéroclite des non-conformes, de réduire au silence la

résistance anthropologique. Le caractère le plus tragique du monde moderne ne serait ainsi perçu qu'outre-tombe.

Les bougres endureraient leur infortune jusqu'en Enfer, car ils ne comprendraient même pas, eux, pourquoi ils s'y retrouvent.

À son insu, le système nous a dévoilé l'arme qu'il redoute le plus : la fidélité aux principes, l'élégance révolutionnaire inaccessible aux compromissions, l'exemplarité comme dissidence véritable. Nous nous y tiendrons donc.

Mais serait-ce suffisant ? Évidemment non.

Les principes, fussent-ils les plus nobles, sont destinés à la désagrégation, à l'oubli, dès lors qu'ils restent réduits à la forme

d'une posture intellectuelle et culturelle qui les confine plus que ne les déploie, comme une partition qui ne serait jamais interprétée. Aussi, nous pensons l'activisme comme fondamental : les principes animent l'action qui, en retour, vitalise les principes et, par l'exemple, en devient le vecteur le plus efficace. Ce n'est qu'ainsi qu'une transmission véritable peut s'opérer, et c'est pourquoi ne peut être considéré comme dissident que l'individu qui, échappant à la contamination moderne, incarne à la fois l'activisme politique, l'acuité intellectuelle, et l'exemplarité morale, chacun de ces aspects étant étroitement associé aux autres. Nous avons déjà eu l'occasion d'aborder ces questions dans le dernier chapitre de *Cendres*, et avons alors mis en évidence la nécessité de bâtir un

Ordre politique et spirituel de combat dont la vocation sera de maintenir, quoi qu'il advienne, une ligne de front, d'opposer une résistance totale et radicale à l'Empire et à ses instigateurs apatrides.

Mais en aucun cas il ne s'agit de se retrancher dans une position défensive, attentiste, ou défaitiste. L'activisme est stérile s'il ne s'intègre dans aucune stratégie réaliste, s'il ne vise pas un objectif clairement défini, s'il consiste en une agitation erratique qui se contente d'elle-même. Le désastre dans lequel s'enfonce la France ne nous donne que des responsabilités. Et si nous sommes animés d'un fanatisme de la volonté qui rejette toute fatalité, nous ne sommes pas hermétiques aux exigences immédiates du salut public. Le pragmatisme n'est pas une

trahison de l'esprit révolutionnaire, et peut au contraire en être le prolongement responsable dès lors qu'il est clairement exposé et motivé.

C'est pourquoi, compte-tenu de la situation exceptionnellement grave de la France, considérant qu'un point de non-retour est en train d'être franchi, et que la convergence des catastrophes destine notre pays à l'anéantissement économique, moral, social, ethnique, politique et spirituel, nous appelons désormais ouvertement l'Armée Française à prendre l'initiative, et à restaurer l'État dans l'ensemble de ses prérogatives régaliennes. Jamais les circonstances n'ont rendu le putsch plus réalisable, plus nécessaire, plus souhaitable. Ce qui doit arriver arrivera.

LA NÉCESSITÉ DU PUTSCH

Par définition, le Régime ne peut qu'être renforcé par le recours aux institutions qu'il a lui-même mis en place pour se légitimer. Ce qui signifie que non seulement il n'émanera jamais des isoloirs une quelconque menace véritable pour le Régime, mais qu'en plus tout recours aux urnes renforcera la position du pouvoir en lui octroyant l'onction « démocratique » sur laquelle repose l'ensemble de son autorité. Et puisque nous rejetons sans réserve le terrorisme ou toute forme de violence horizontale qui, non contente d'être stérile, donnerait à nos adversaires de quoi nous persécuter davantage, il ne nous reste qu'une perspective sérieuse, celle du coup de force. Et c'est autour de cette idée

seule que doit s'articuler l'ensemble de nos stratégies et tactiques. Certains se hâteront de qualifier l'idée putschiste de fantasme extravagant. Il ne fait aucun doute que nos détracteurs ignorent la situation complexe de l'institution militaire, méconnaissent ses valeurs, sa foi, et le patriotisme profond qui l'anime. Sans doute ignorent-ils tout de la révolte qui gronde en son sein, et qui s'exprime tantôt par la lettre ouverte d'un officier au Président de la République, dénonçant ouvertement la répression des manifestations contre le « mariage gay » dont il fut lui-même victime, tantôt par le mouvement Marc Bloch, ce groupe d'une dizaine de lieutenants rapportant publiquement les restrictions croissantes qu'encaisse la Défense Nationale, ou encore par les propos de nombre de généraux – dont nous

taïrons les noms – qui révèlent la situation matérielle de plus en plus désastreuse de l'Armée Française et les errements stratégiques dont elle est victime. L'on nous rétorquera alors qu'il ne s'agit là que de circonstances passagères, politico-budgétaires. La vérité est toute autre et les militaires ne la connaissent que trop bien : l'aristocratie républicaine et maçonnique ne supporte pas l'institution militaire, et use de n'importe quel prétexte pour réduire ses capacités, ses effectifs, ses moyens. C'est un mouvement de fond qui dure depuis des années, et ce processus de dissolution, désormais, s'accélère. Car la modernité condamne l'Armée, tôt ou tard, comme elle condamne la nation, la famille, la religion, bref, tout ces enracinements symboliques qui sont autant de digues encore

dressées face aux vagues de la subversion libérale et cosmopolite. Mais, pourrait-on encore nous opposer, pourquoi donc l'Armée Française se révolterait-elle ? L'esprit martial est-il seulement compatible avec une forme d'indiscipline, fût-elle plus légitime que jamais ? Nous le pensons. Il est des soldats qui, en des circonstances exceptionnelles, dans un élan commun, préférèrent désobéir plutôt que d'ébrécher leur foi, et leur honneur. A ce propos, il n'est pas inutile de rappeler l'exemple emblématique de Maurice d'Agaune à travers le récit qu'en fit Saint Eucher au V^{ème} siècle : *« Il y avait à cette époque une légion de soldats, de 6 500 hommes, qu'on appelait les Thébains. Ces guerriers, valeureux au combat, mais plus valeureux encore dans leur foi, étaient arrivés des provinces*

orientales pour venir en aide à Maximien. Comme bien d'autres soldats, ils reçurent l'ordre d'arrêter des chrétiens. Ils furent toutefois les seuls qui osèrent refuser d'obéir. Lorsque cela fut rapporté à Maximien, qui se trouvait alors dans la région d'Octodurum (Martigny aujourd'hui), il entra dans une terrible colère. Il donna l'ordre de passer au fil de l'épée un homme sur dix de la légion, afin d'inculquer aux autres le respect de ses ordres. Les survivants, contraints de poursuivre la persécution des chrétiens, persistèrent dans leur refus. Maximien entra dans une colère plus grande encore et fit à nouveau exécuter un homme sur dix. Ceux qui restaient devaient encore accomplir l'odieux travail de persécution. Mais les soldats s'encouragèrent mutuellement à demeurer inflexibles. Celui qui incitait le plus à

rester fidèle à sa foi, c'était saint Maurice qui, d'après la tradition, commandait la légion. Secondé par deux officiers, Exupère et Candide, il encourageait chacun de ses exhortations. Maximien comprit que leur cœur resterait fermement attaché à la foi du Christ, il abandonna tout espoir de les faire changer d'avis. Il donna alors l'ordre de les exécuter tous. Ainsi furent-ils tous ensemble passés au fil de l'épée. Ils déposèrent les armes sans discussion ni résistance, se livrèrent aux persécuteurs et tendirent le cou aux bourreaux. »

Passio Acaunensium martyrum

Cette épopée est sans doute méconnue de la société civile, mais elle ne l'est pas du monde militaire : Saint-Maurice est devenu le saint patron de l'Infanterie et de plusieurs régiments Français qui

célèbrent son martyr le 22 septembre de chaque année. Qu'une telle ligne de conduite soit non seulement connue de l'Armée, mais également transmise, respectée et même honorée, est un fait des plus significatifs qui nous permet de penser que nombre d'unités de l'Armée Française sauront, le moment venu, refuser d'obéir davantage à un gouvernement qui détruit et salit tout ce qu'elle respecte, allant désormais jusqu'à menacer l'existence même d'une Défense Nationale digne de ce nom.

Il ne s'agit donc plus de considérer le problème sous l'angle d'une crise épisodique qui pourrait être résolue par telle ou telle force politique : plus personne n'y croit. La France est désormais en état de légitime défense civilisationnelle, et ne peut plus compter que sur son Armée pour la sortir de l'impasse.

LA FAISABILITÉ DU PUTSCH

Si le coup de force est donc légitime et nécessaire, est-il seulement réalisable ? Nous ne traiterons pas ici des aspects purement tactiques et immédiats du coup de force : une dizaine d'officiers de terrain soutenus par quelques régiments séditieux, éventuellement aidés d'une poignée de blindés et d'aéronefs, pourront provoquer la chute du Régime en l'espace de quelques heures, par la prise de contrôle surprise de ses centres névralgiques officiels et officieux. L'expérience, la formation, et la discipline de notre Armée sont des atouts gages d'un succès rapide, d'autant plus que le pouvoir n'a jamais été aussi faible, discrédité, et incompétent. Un gouvernement incapable

d'empêcher les razzias de quelques centaines de racailles analphabètes au Trocadéro ou sur les Champs-Élysées n'aura certainement pas les ressources morales suffisantes pour résister à un coup de force militaire planifié et organisé.

En vérité, le coup de force en lui-même est une formalité dès lors qu'il intervient au bon moment, celui où les espérances populaires se cristallisent autour de l'idée putschiste, et où, dans le même temps, le pouvoir apparaît comme plus illégitime que jamais, confronté à un élan de défiance générale face auquel il semble impuissant.

La question qui se pose aujourd'hui, c'est donc celle de la préparation préalable de l'opinion au putsch.

Ce n'est pas là le rôle de l'Armée, c'est le nôtre.

LA V^{ÈME} COLONNE

N'importe quelle idée peut être inoculée aux masses, pourvu que l'on s'en donne les moyens. Et il est des idées dont la force de pénétration psychologique est largement supérieure à toutes les autres : le putsch fait partie de ces idées forces. C'est un terme à la force d'attraction évidente et c'est sans doute la raison pour laquelle vous êtes en train de lire cet essai. Que l'on ne se préoccupe donc pas de l'originalité actuelle, au premier abord déconcertante, de l'idée putschiste. Il suffira d'accomplir un travail de propagande adéquat pour la populariser, ce qui sera d'autant plus aisé que cette idée, encore une fois, possède une force de pénétration psychologique énorme, ce qui d'ailleurs ne

doit pas relever d'un simple hasard mais plutôt d'une forme d'espérance collective, subconsciente, et, qui sait, prémonitoire. Il importe donc que l'ensemble de notre action soit orienté par une seule exigence : celle de populariser l'idée du coup de force, de court-circuiter le conditionnement médiatique, de dynamiter les illusions républicaines. Nous devons agir à la manière d'une V^{ème} colonne, auxiliaire civile de la force militaire. Le putsch est d'abord un fait psychologique qui doit être inoculé en lieu et place du prêt-à-penser maçonnique, et cela implique une organisation efficace capable de faire sauter ce verrou mental qui scelle la confusion collective entre la France, l'État, et la République – cette dernière devant être avant tout considérée comme un instrument des forces apatrides au service du projet

de dissolution moderne. La V^{ème} colonne travaillera donc activement à alimenter les foyers de contestation, à les générer si besoin, à ne laisser aucun répit au pouvoir. Et nous pouvons d'ores et déjà constater que ce dernier s'est mis dans une situation telle qu'il ne faudra pas grand chose pour le discréditer définitivement. Les masses seront alors disponibles à de nouvelles injonctions, et c'est pourquoi il importera de communiquer habilement pour que cet agglomérat amorphe d'opinions critiques se cristallise autour d'un rejet franc et massif du pouvoir, et du Régime dont il procède.

Oui, il faudra radicaliser l'opinion, lui extirper toute nuance, agiter ses craintes, pour mieux en canaliser l'énergie et lui offrir un débouché immédiat : l'espérance collective et explicite du

putsch. Il en résultera une ambiance singulière, un « esprit du temps » (*zeitgeist*, comme disent nos amis allemands), une attente sous-jacente qui ne demandera qu'à être satisfaite.

L'on entend aujourd'hui partout : « *Faut que ça pète !* ».

Et bien il faudra que cela devienne : « *Vivement le putsch !* ».

La V^{ème} colonne aura donc principalement un rôle de catalyseur : sa guerre sera psychologique, ses armes seront les archétypes.

Encore une fois, une telle entreprise serait vouée à l'échec si les circonstances étaient autres, si le terreau n'était pas déjà favorable à un tel semis. Or aujourd'hui, la France a besoin de son Armée, pour se libérer, et l'Armée a besoin de la France, pour se préserver : entre les deux, il y a la République.

La cible est désignée, il ne reste qu'à frapper.

RESTAURER L'ÉTAT

De la vigoureuse race de France il ne reste aujourd'hui qu'une triste masse frileuse de citoyens formatés, à l'âme fonctionnaire, qui chercheront évidemment le programme, le calendrier des mesures de l'après-putsch, le catalogue des propositions à l'aune desquelles ils ont l'habitude de se prononcer, bien qu'ils soient systématiquement trahis ensuite. Ne les faisons pas attendre plus longtemps, ils ne trouveront rien de cet ordre ici.

Non, nous n'appelons pas à quelques « réformes », ni même à tel ou tel « ajustement ». Rien ne serait plus secondaire. D'une part parce que le putsch en lui-même est déjà porteur d'un ensemble de principes (faute desquels il ne pourrait advenir), d'une éthique

intrinsèque qui se caractérise à la fois par le rejet inconditionnel de la république maçonnique, de sa démocratie parlementaire et représentative, et par le refus de toute fatalité historiciste.

D'autre part parce que le simple fait d'élaborer un « programme » revient à penser la France autrement que comme une nation au destin singulier et surnaturel, celui de *la fille aînée de l'Église*. C'est là un travers typiquement moderne dont nul n'a la légitimité. Notons enfin que ce sont les allégeances plus que les programmes qui déterminent les politiques publiques, et c'est la raison pour laquelle nous ne pouvons, par principe, attribuer notre confiance aux énarques et autres maçons qui font du secret, du clientélisme et des manigances affairistes les uniques vecteurs de leur carriérisme bourgeois.

Nous pensons le putsch comme une rupture, non comme une finalité, puisqu'il marquera le début de la restauration de l'État, l'Armée devant incarner à nos yeux un nouveau pôle. Elle sera alors le pivot d'où le basculement s'opérera, de l'État prédateur et instrumentalisé par l'oligarchie apatride, à l'État protecteur dont la souveraineté sera rétablie dans les délais les plus brefs.

C'est en effet cette seule exigence que nous tenons à formuler, puisqu'elle est la condition fondamentale d'un véritable redressement national. Gardons cependant à l'esprit que cette exigence ne peut se suffire à elle-même : les mêmes causes entraînant les mêmes effets, il serait stérile de ne penser la souveraineté que sous l'angle d'aspects purement techniques en occultant son versant culturel et métapolitique.

La souveraineté est intégrale ou n'est pas, et cela implique que le pouvoir soit à la fois indépendant de l'influence des entités mondialistes, mais aussi des versatilités de l'opinion, des pressions de lobbies apatrides, et plus généralement de la contamination moderne.

Aussi, il est fondamental de puiser dans le putsch l'énergie suffisante pour refonder l'État, mais également pour insuffler à l'ensemble du corps social une « vision du monde » (*weltanschauung*), de reconquête en profondeur de notre identité collective, de nos espaces charnels, culturels et intellectuels, contre le monde spectaculaire-marchand et la modernité.

C'est sans doute là où l'Ordre et la V^{ème} colonne auront un rôle de premier plan à jouer.

Pour clore ce chapitre, et en guise de complément à cette question de l'État, il nous semble pertinent d'exposer les vues du penseur italien Julius Evola dont nous partageons sans réserve les orientations.

« Le principe d'une autorité centrale inattaquable se « sclérose » et dégénère lorsqu'il est affirmé à travers un système qui contrôle tout, qui enrégimente tout et qui intervient partout selon la fameuse formule « Tout dans l'État, rien hors de l'État, rien contre l'État ».

Si l'on ne précise pas en quels termes on doit concevoir cette inclusion, une formule de ce genre ne peut valoir que dans le cadre d'un étatisme de type soviétique, étant donné les prémisses matérialistes, collectivistes et mécanicistes de celui-ci : non pour un système de type traditionnel reposant sur des valeurs spirituelles, sur la reconnaissance du sens de la personnalité et sur le principe

hiérarchique. C'est pourquoi, dans la polémique politique, on a pu concevoir un commun dénominateur en parlant d'un totalitarisme de Droite et d'un totalitarisme de gauche : ce qui est une véritable absurdité.

L'État traditionnel est organique, mais non totalitaire. Il est différencié et articulé, il admet des zones d'autonomie partielle. Il coordonne et fait participer à une unité supérieure des forces dont il reconnaît cependant la liberté. Précisément parce qu'il est fort, il n'a pas besoin de recourir à une centralisation mécanique : celle-ci n'est réclamée que lorsqu'il faut contrôler une masse informe et atomique d'individus et de volontés, ce qui fait, d'ailleurs, que le désordre ne pourra jamais être vraiment éliminé, mais seulement contenu provisoirement.

Pour reprendre une heureuse expression de Walter Heinrich, l'État authentique est *omnia potens, non omnia facens*, c'est-à-dire qu'il détient au centre un pouvoir absolu qu'il peut et doit faire valoir sans

entraves en cas de nécessité ou dans les décisions ultimes, au-delà du fétichisme de l'« État de droit » ; mais il n'intervient pas partout, il ne se substitue pas à tout, il ne vise pas à imposer une vie de caserne (au sens négatif), ni un conformisme niveleur, au lieu de la reconnaissance libre et du loyalisme ; il ne procède pas à des interventions impertinentes et imbéciles du domaine public et de l'« étatique » dans le domaine privé.

L'image traditionnelle, c'est celle d'une gravitation naturelle de secteurs et d'unités partielles autour d'un centre qui commande sans contraindre, agit par son prestige, par une autorité qui, certes, peut avoir recours à la force, mais qui s'en abstient le plus possible. La preuve de la force effective d'un État est donnée par la mesure de la marge qu'il peut concéder à une décentralisation partielle et rationnelle. L'ingérence systématique de l'État ne peut être un principe que dans le socialisme d'État technocratique et matérialiste.

Par contraste, la tâche essentielle de l'État authentique est de créer un certain climat général, immatériel en un certain sens, selon ce qui fut propre à tous les régimes de l'époque précédente. Telle est la condition nécessaire afin qu'un système où la liberté est toujours le facteur fondamental prenne forme de manière pratiquement spontanée et fonctionne de façon juste, avec un minimum d'interventions rectificatrices. »

JULIUS EVOLA, 1964.

Voilà en effet quelles pourraient être les perspectives des putschistes qui, profitant de la dynamique du coup de force, et s'appuyant sur une opinion galvanisée par la V^{ème} colonne, entreprendraient de réorienter radicalement et durablement l'État.

CONCLUSION

Contre la tentation trop répandue de la désertion, qui s'habille du prétexte de la « fatalité » pour justifier le confort petit-bourgeois de l'inaction qui la sous-tend, nous devons marteler un seul mot d'ordre : l'Histoire, ça se brusque.

Il ne s'agit pas d'espérer en vain un quelconque miracle qui sortirait notre pays de l'abîme, mais de concevoir la réalité comme ce qu'elle est : le résultat de rapports de force sur lesquels nous pouvons influencer dans telle ou telle direction. C'est dans cette optique que nous avons développé l'idée putschiste, qui nous apparaît comme la solution la plus adéquate

dans la situation présente : celle d'une insurrection ordonnée qui provoquera sans heurts la chute du Régime en s'appuyant sur la dernière institution qui conserve une forme organique et qui dispose de la légitimité la plus incontestable, celle du sang versé pour la France.

Notre appel sera-t-il entendu ? Et si tel est le cas, se traduira-t-il en actes ? L'avenir nous le dira.

Quoi qu'il en soit, nous en aurons lancé le défi.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
LA NÉCESSITÉ DU PUTSCH	14
LA FAISABILITÉ DU PUTSCH	21
LA V ^{ÈME} COLONNE	23
RESTAURER L'ÉTAT	27
CONCLUSION	35

*Ce livre est placé sous
Licence Creative Commons BY-NC-ND*

Vous êtes libres de reproduire, distribuer et communiquer cette création au public selon les conditions suivantes :

- **Paternité (BY)** : Vous devez citer le nom de l'auteur original.
 - **Pas d'Utilisation Commerciale (NC)** : Vous n'avez pas le droit d'utiliser cette création à des fins commerciales.
 - **Pas de Modification (ND)** : Vous n'avez pas le droit de modifier, de transformer ou d'adapter cette création.
-

Image de couverture :

© Marie-Lan Nguyen / Wikimedia Commons / CC-BY 2.5

TÉLÉCHARGEABLE GRATUITEMENT SUR :

www.la-dissidence.org

www.vincent-vauclin.com

Dépôt légal : Août 2013

ISBN : 978-2-9534837-2-7

Imprimé en France

par TheBookEdition.com

Lille (Nord-Pas-de-Calais)